



EXACOMPTA CLAIREFONTAINE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 JUIN 2011

<u>Sommaire :</u>	<u>page</u>
Rapport semestriel d'activité	3
Comptes consolidés semestriels	11
• Etats financiers consolidés	12
• Notes annexes aux comptes consolidés semestriels	28
Attestation du rapport financier semestriel	46
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle	47

Exacompta Clairefontaine S.A.

Conseil d'administration

François NUSSE, Président Directeur Général
Président du Directoire des Ets Charles NUSSE
Président d'Exacompta

Dominique DARIDAN

Charles NUSSE
Président d'Exaclair Ltd (GB)
Gérant d'Ernst Stadelmann (AT)
Cogérant d'Exaclair GmbH (DE)

Frédéric NUSSE
Président des Papeteries de Clairefontaine
Président de Papeterie de Mandeuve
Président d'Everbal

Guillaume NUSSE
Président de Clairefontaine Rhodia
Président de Décopatch
Cogérant de Châtelles Transformation

Jean-Claude Gilles NUSSE, Directeur Général
Membre du Directoire des Ets Charles NUSSE
Gérant de AFA

Jean-Marie NUSSE, Directeur Général
Membre du Directoire des Ets Charles NUSSE

Jérôme NUSSE
Président des Editions Quo Vadis

Monique PRISSARD, représentant permanent des Ets Charles NUSSE
Membre du Directoire des Ets Charles NUSSE

Commissaires aux comptes

BATT AUDIT, 54500 Vandœuvre-lès-Nancy
M. Pascal FRANCOIS

SEREC AUDIT, 75015 Paris
M. Benoît GRENIER

Mesdames, Messieurs,

1. EXAMEN ET ARRETE DES COMPTES CONSOLIDES

Comptes consolidés – K€	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2010
Chiffre d'affaires	270 978	262 044
Résultat opérationnel	1 934	3 205
Résultat net avant I.S	1 350	3 678
Résultat net après I.S	520	2 022
dont Part des minoritaires	-1	-
Part du groupe	521	2 022

Les variations de périmètre sont consécutives à :

- ↳ Décopatch a absorbé les sociétés Kerlude et Maildor Production le 30/06/2011 par Transmission Universelle de Patrimoine, sans impact sur les comptes consolidés ;
- ↳ La société Interval Editions a été cédée à un tiers hors groupe.

Le cash flow consolidé du groupe Exacompta Clairefontaine s'élève à 9 623 K€ au 30 juin 2011 contre 14 830 K€ au 30 juin 2010.

1.1 PRODUCTION PAPIERS

Le premier semestre 2011 a enregistré une activité stable dans le secteur du papier carton, tous secteurs confondus.

On observait sur les quatre premiers mois une véritable stabilité dans la production de papiers à usage graphique (+ 0,1 %), un recul faible dans la production de papiers d'emballage (- 0,8 %) et une augmentation limitée de la production de papier d'hygiène (- 1,2 %) [Source : Relevé mensuel d'information statistique Copacel].

Cette stabilité s'est confirmée sur tout le semestre.

Le rattrapage des prix de matières premières n'a pu être effectué. La caractéristique essentielle de ce semestre restera en effet la hausse, continue et mensuelle des matières premières pâteuses ainsi que de la faiblesse de l'Euro en fin de semestre. La fibre NBSK a atteint un sommet avec 1 025 USD en fin de semestre.

Le double effet ciseau marque de son empreinte les résultats papetiers.

Dans ce contexte, les prix doivent continuer leur rattrapage dans le secteur Papier.

1.2 TRANSFORMATION

La situation dans la Transformation a connu un redressement certain dans ses volumes de ventes. On a enregistré une petite hausse d'activité au cours du mois de mai du fait d'un nombre de jours exceptionnellement élevé.

Par contre, le marché des ventes d'articles de papeterie s'est inscrit en baisse sur le mois de juin.

Cette évolution globalement négative enregistrée sur l'ensemble des composantes du commerce de détail s'est répercutée sur l'activité du commerce de gros et les livraisons des fabricants.

En ce qui concerne la rentrée des classes (cahiers, classement) le groupe observe une bonne activité. On constate par ailleurs un développement du secteur du Loisir Créatif.

Ces développements favorables influent sur les résultats du secteur Transformation.

1.3 SITUATION FINANCIERE – ENDETTEMENT

Au 30 juin 2011, pour un chiffre d'affaires de 270 978 K€ l'endettement financier du groupe (hors comptes courants de la société mère ECN) s'élève à 82 724 K€ et les fonds propres à 362 956 K€

Le groupe Exacompta Clairefontaine dispose d'une ligne de crédit négociée de 145 000 K€ Cette ligne était utilisée pour 44 000 K€ au 30 juin 2011.

Disposant d'une trésorerie active de 36 802 K€ lui permettant entre autres d'autofinancer une partie de ses investissements, le groupe affiche au 30 juin 2011 un endettement financier net de 45 922 K€

1.4 AUTRES POINTS

- ✗ Il n'y a pas d'actionnariat salarié.
- ✗ Notre actionnaire principal, les Etablissements Charles NUSSE possède 910 395 actions au 30 juin 2011, soit 80,46 % du capital. La société Financière de l'Echiquier détient plus de 5 %.

2. ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les sociétés du Groupe participent à différents programmes de recherche en relation avec le Centre Technique du Papier de Grenoble et différents laboratoires d'Universités.

Les projets de développement sont essentiellement axés sur les gammes de produits.

3. MISE EN SECURITE DES CONDITIONS DE PRODUCTION ET DE GESTION

Les unités industrielles du Groupe Exacompta Clairefontaine bénéficient de l'appui conseil d'un consultant pour accompagner l'amélioration de leurs conditions de production et de gestion. En complément, plusieurs d'entre elles possèdent une fonction support pour l'animation et la coordination interne de l'action sécurité, en fonction de leurs propres spécificités.

Pour aider ces unités à améliorer le traitement technique, organisationnel et humain de la prévention, des actions de communication générales et spécifiques ont été réalisées.

Au cours du 1^{er} semestre 2011, l'accent a été mis sur l'importance de l'intégration de la sécurité en amont du processus d'acquisition des machines, incluant plus particulièrement la rédaction d'un cahier des charges.

Des indicateurs de résultats sont communiqués régulièrement, notamment par le biais de bulletins périodiques.

Les statistiques montrent une tendance générale à l'amélioration des indicateurs et résultats communiqués. Nos résultats sont globalement meilleurs que ceux de la profession et progressent sur le long terme.

De plus, dans la continuité des actions réalisées et avec une perspective d'amélioration continue, un état des lieux des bases organisationnelles existantes a été réalisé pour aider les unités suivies à améliorer leur Système de Management.

Les unités dont le Système de Management est certifié conforme à un référentiel organisationnel reconnu intègrent progressivement différents aspects Qualité Sécurité Environnement (QSE) dans leur organisation pour rationaliser l'existant et obtenir à terme un Système de Management Intégré (SMI).

4. INFORMATIONS SOCIALES

L'effectif total du groupe EXACOMPTA CLAIREFONTAINE était de 3 304 personnes au 30 juin 2011 contre 3 312 au 30 juin 2010.

Les sociétés appliquent la convention collective de la production des papiers cartons et celluloses, ou celle des articles de papeterie.

Le comité de groupe réuni le 15 juin 2011 a commenté l'activité et les perspectives économiques et sociales.

5. INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

- Suivi des émissions brutes de dioxyde de carbone (CO₂) des sites papetiers français du groupe :

Site	Emissions en tonnes de CO ₂		Evolution
	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2010	
CLAIREFONTAINE	43 264	44 269	↓ 2,27 %
MANDEURE	5 527	5 281	↑ 4,67 %
EVERBAL	5 184	4 764	↑ 8,83 %
Total	53 976	54 314	↓ 0,62 %

Site	Production brute en tonnes		Evolution
	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2010	
CLAIREFONTAINE	99 083	98 145	↑ 0,96 %
MANDEURE	18 922	17 808	↑ 6,25 %
EVERBAL	21 604	17 147	↑ 26,00 %
Total	139 609	133 100	↑ 4,89 %

Les émissions brutes globales de CO₂ sont en légère baisse par rapport au premier semestre 2010.

L'augmentation notable des émissions d'Everbal est consécutive à la forte progression de la production grâce à la modernisation de la machine à papier.

On note donc une amélioration de l'efficacité énergétique sur les trois sites

- Situation Sécheresse

Les faibles précipitations enregistrées au cours du premier semestre ont conduit les Préfets à prendre des mesures de restriction de prélèvement d'eau dans de nombreuses régions.

Ces épisodes de sécheresse devenant plus fréquents, les sites papetiers s'emploient à réduire les prélèvements d'eau dans les rivières pour limiter l'impact environnemental de leurs activités.



Vue de La Meurthe à Etival-Clairefontaine (Vosges)

6. PERSPECTIVES

6.1 PERSPECTIVES GENERALES

Le premier semestre 2011 a permis de retrouver des approvisionnements normaux dans la pâte à papier qui dans le même temps a augmenté de 30 USD en moyenne chaque mois. Cette pression était devenue insupportable pour l'ensemble du secteur Papetier.

Le début de l'été a commencé à enregistrer une érosion des prix de pâte à papier. Il semblerait que cette tendance se poursuive un certain temps.

Cette situation devrait autoriser un rattrapage des marges papetières, les prix de vente de papier ayant pris beaucoup de retard au regard des prix des pâtes.

Cette situation plus favorable pourrait être contrariée par le ralentissement de la demande en papier. Le secteur Papier en Europe a connu une chute de 5,5 % en juillet 2011. La demande à venir accompagnera inéluctablement la situation générale de l'économie à tendance baissière.

Notre secteur Papetier devrait donc enregistrer un redressement limité.

En ce qui concerne la Transformation, une bonne rentrée scolaire, une activité stable dans le secteur du bureau, des agendas et du luxe, une activité en progression dans le secteur du loisir doivent soutenir le redressement de ce secteur.

La préservation des marges passe par le rattrapage des prix du papier et par des hausses de prix dans le secteur de la Transformation.

6.2 RISQUES ET INCERTITUDES

De par ses activités, le groupe est exposé à différentes natures de risques comme à un certain nombre d'incertitudes.

➤ Gestion du risque matières premières et énergie

La première incertitude réside dans le prix de la matière première. Cette dernière est assumée par une politique d'achats de matières premières pâteuses très diversifiées, avec des volumes significatifs.

Sur le plan financier, les achats se font pour moitié avec des dollars USD achetés au comptant et pour moitié avec des achats à terme avec option de liquidation. Les prix de matière finissent par être répercutés dans les prix de vente en tenant compte des équilibres du marché.

En ce qui concerne l'énergie (gaz, électricité), les usines sont couvertes par des contrats long terme. Papeteries de Clairefontaine et Everbal ont adhéré à Exeltium pour 7,5 Mw de capacité, ce qui permettra l'accès à un coût énergétique à de meilleures conditions de marché.

Une nouvelle installation de cogénération et un comité de production de bio énergie sont à l'étude pour améliorer le lissage des coûts énergétiques.

Nos allocations de quotas de CO₂ apparaissent suffisantes et la bonne gestion technique des sites devrait permettre de dégager des quotas excédentaires.

Pour favoriser leur commercialité, les usines sont certifiées ISO 9000 et 14001. Elles utilisent exclusivement des matières premières certifiées FSC ou PEFC en fonction des nécessités commerciales.

➤ Gestion du risque financier

D'une façon générale, le Groupe écarte toute opération et montages financiers à caractère complexe. La gestion du risque financier est assurée par les unités opérationnelles dans le respect de la politique définie au niveau de la Direction Générale du Groupe.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un tiers viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

✘ Créances clients et autres débiteurs

Le risque de crédit n'est pas significatif, il est réparti sur un grand nombre de clients. Le Groupe a mis en place des outils de suivi des encours, et au surplus, le risque est limité par la souscription de contrats d'assurance-crédit.

✘ Placements

Le Groupe limite son exposition au risque de crédit sur les placements, dépôts à court terme et autres instruments de trésorerie en souscrivant uniquement dans des titres liquides, les contreparties étant des banques de premier ordre.

Risque de liquidité

L'approche du Groupe pour gérer ce risque est de s'assurer qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs, lorsqu'ils arriveront à échéance, sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à sa réputation. A cet effet des financements à court terme sont mis en place, ainsi qu'une ligne de tirage couvrant les échéances moyen et long terme.

Risque de change

Le Groupe exerce ses activités à l'international mais se trouve peu exposé au risque de change en raison de l'implantation locale de ses principales filiales. Les risques liés aux transactions commerciales concernent principalement les achats de matières premières qui sont couverts à 50 % par des contrats d'options.

Exacompta Clairefontaine S.A.

Comptes consolidés au
30 juin 2011

Comptes consolidés semestriels

- Etats financiers consolidés 12
- Notes annexes aux comptes consolidés semestriels 28

Bilan consolidé

en K€	30/06/2011	31/12/2010	Notes
ACTIFS NON COURANTS	238 313	238 910	
Immobilisations incorporelles	13 473	12 813	(2.1.4)
Immobilisations incorporelles – Goodwills	11 563	11 678	(2.1.4)
Immobilisations corporelles	209 284	210 625	(2.1.5)
Actifs financiers	3 648	3 401	(2.1.6)
Impôts différés	345	393	(2.4)
ACTIFS COURANTS	386 491	331 424	
Stocks	193 374	158 243	(2.2.1)
Créances clients et autres créances	153 672	114 851	(2.2.2)
Acomptes versés	1 473	1 866	
Créances d'impôt	1 170	1 630	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	36 802	54 834	(2.2.3)
TOTAL DES ACTIFS	624 804	570 334	

CAPITAUX PROPRES	362 956	364 044	
Capital	4 526	4 526	
Réserves liées au capital	250 902	249 403	
Réserves consolidées	108 284	107 728	
Ecart de conversion	-1 326	-850	
Résultat - part du groupe	521	3 187	
Capitaux propres – part du groupe	362 907	363 994	
Intérêts minoritaires	49	50	
DETTES NON COURANTES	104 279	64 700	
Dettes portant intérêt	60 388	20 899	(2.6)
Impôts différés	28 973	28 812	(2.4)
Provisions	14 918	14 989	(2.5)
DETTES COURANTES	157 569	141 590	
Dettes fournisseurs	61 009	48 618	
Partie à court terme des dettes portant intérêt	38 336	40 598	(2.6)
Provisions	3 021	3 924	(2.5)
Dettes d'impôt			
Autres dettes	55 203	48 450	(2.8)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	624 804	570 334	

Compte de résultat consolidé

en K€	30/06/2011	30/06/2010	Notes
Produits des activités ordinaires	270 978	262 044	
- Ventes de produits	267 033	259 173	
- Ventes de services	3 945	2 871	
Autres produits opérationnels	6 335	6 816	
- Reprises d'amortissements	211	333	(2.1.4, 2.1.5)
- Subventions	11	35	
- Autres produits	6 113	6 448	
Variation de stocks de produits finis et de travaux en-cours	25 686	17 992	(2.2.1)
Production immobilisée	279	288	
Marchandises et matières consommées	-156 062	-140 420	(2.2.1)
Charges externes	-45 234	-44 085	
Frais de personnel	-76 054	-74 766	(2.11)
Impôts et taxes	-5 367	-5 875	
Dotations aux amortissements	-12 322	-12 353	(2.1.4, 2.1.5)
Autres charges opérationnelles	-6 305	-6 436	
RESULTAT OPERATIONNEL – avant dépréciation des goodwills	1 934	3 205	
Dépréciation des goodwills		-500	(2.1.4, 2.1.1)
RESULTAT OPERATIONNEL – après dépréciation des goodwills	1 934	2 705	
Produits financier	2 990	3 005	
Charges financières	-3 574	-2 032	
Résultat financier	-584	973	(2.12)
Charges d'impôt sur le résultat	-830	-1 656	(2.4, 2.10)
Résultat après impôts	520	2 022	
Résultat net – part des minoritaires	-1	-	
Résultat net - part du Groupe	521	2 022	
Résultat de la période	521	2 022	
Nombre d'actions	1 131 480	1 131 480	(2.3)
RESULTAT (de base & dilué) PAR ACTION	0.46	1.79	

Etat du résultat global

en K€	30/06/2011	30/06/2010
Résultat net de la période	520	2 022
Ecarts résultant de la conversion des états financiers d'entités étrangères	-476	1 160
Perte sur rachat d'intérêts minoritaires	-	-
Résultat global total	44	3 182
Attribuable :		
- aux minoritaires	-1	-
- au Groupe	45	3 182

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

en K€	Capitaux propres – Part du Groupe	Capitaux propres – Part des minoritaires	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2009	362 090	51	362 141
Écarts de conversion	753		753
Autres variations	1		1
Total des opérations n'affectant pas le résultat	754		754
Résultat de l'exercice	3 187	-1	3 186
Dividendes	-2 037		-2 037
Solde au 31/12/2010	363 994	50	364 044
Écarts de conversion	-476		-476
Autres variations	-1		-1
Total des opérations n'affectant pas le résultat	-477	-	-477
Résultat de l'exercice	521	-1	520
Dividendes *	-1 131		-1 131
Solde au 30/06/2011	362 907	49	362 956

* Soit 1€par action.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

La trésorerie d'ouverture et de clôture au tableau des flux de trésorerie se détermine de la manière suivante :

en K€	30/06/2011	31/12/2010	Notes
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif	36 802	54 834	(actif)
Découverts bancaires remboursables à vue	-38 150	-40 157	(2.6)
Intérêts courus des dettes financières	-26		(2.6)
Trésorerie au tableau de variation des flux de trésorerie	-1 374	14 677	

Le rapprochement avec la « Partie à court terme des dettes portant intérêt » inscrite au passif est présenté en note 2.6.

Variation des flux de trésorerie

en K€	30/06/2011	31/12/2010	Notes
Résultat net de l'ensemble consolidé	520	3 186	
Elimination des charges et produits d'exploitation sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
• Amortissements et provisions	10 710	27 508	(2.1.4 à 2.1.6, 2.5)
• Variation des impôts différés	161	666	(2.4)
• Plus values de cession, nettes d'impôt	-1 292	-527	
• Ecart de conversion	-476	753	
• Autres	-	1	
<i>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées</i>	<i>9 623</i>	<i>31 587</i>	
• Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-54 365	-10 229	Bilan
• Variation liée à l'impôt sur les bénéfices	914	-12 837	
• Impôt sur les bénéfices décaissé	-454	7 501	
(1) Flux net de trésorerie générés par l'activité	-44 282	16 022	
• Acquisitions d'immobilisations	-13 639	-34 090	(2.1.4 à 2.1.6)
• Cessions d'immobilisations	3 679	6 337	
• Incidence des variations de périmètre - acquisitions	-	-100	
• Incidence des variations de périmètre - cessions	115	-	
(2) Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-9 845	-27 853	
• Dividendes versés	-6 782	-11 986	(Variation des capitaux propres)
• Dividendes reçus	5 651	9 949	
• Emprunts souscrits	45 579	1 016	
• Remboursements d'emprunts	-5 034	-10 763	
• Intérêts payés	-1 579	-1 016	
• Intérêts reçus	241	326	
(3) Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	38 076	-12 474	
(1+2+3) Total des flux de trésorerie	-16 051	-24 305	
Trésorerie d'ouverture	14 677	38 982	
Trésorerie de clôture	-1 374	14 677	
Variation de trésorerie	-16 051	-24 305	

Présentation des états financiers consolidés

1- Principes généraux – déclaration de conformité

Les comptes consolidés du Groupe EXACOMPTA CLAIREFONTAINE sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les états financiers consolidés intermédiaires du Groupe Exacompta Clairefontaine ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. Le Groupe a choisi de présenter des états financiers intermédiaires complets.

Les états financiers consolidés du Groupe Exacompta Clairefontaine ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 31 août 2011.

2- Adoption des normes internationales

➤ Normes, amendements et interprétations d'application obligatoire en 2011 :

- × IAS 24 révisée – *Information relative aux parties liées*
- × Amendement IAS 32 – *Classement des émissions de droits*
- × IFRIC 19 – *Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres*
- × Amendements IFRIC 14 – *Paiements d'avance d'exigences de financement minimal*
- × Améliorations des normes internationales d'information financière – *Règlement CE n°149/2011 du 18 février 2011*

L'application de ces normes, amendements et interprétations n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe.

➤ Normes et amendements non encore adoptés par l'Union Européenne

- × IFRS 9 – *Instruments financiers*
- × IFRS 10 – *Etats financiers consolidés*
- × IFRS 11 – *Partenariats*
- × IFRS 12 – *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*
- × IFRS 13 – *Evaluation de la juste valeur*
- × IAS 27 révisée 2011 – *Etats financiers individuels*
- × IAS 28 révisée 2011 – *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*
- × Amendements IFRS 7 – *Informations à fournir – Transferts d'actifs financiers*
- × Amendements IAS 1 – *Présentation des postes des autres éléments du résultat global*
- × Amendements IAS 12 – *Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents*
- × Amendements IAS 19 – *Avantages du personnel*

Les incidences de l'application de ces nouveaux textes sont en cours d'évaluation.

L'IASB, au cours de sa réunion des 23 et 24 juin 2005, a retiré l'interprétation IFRIC 3 relative au traitement comptable des droits d'émission des gaz à effet de serre. En conséquence, le traitement comptable appliqué est décrit dans la note 8. Ce traitement est provisoire dans l'attente d'une position définitive de l'IASB.

3- Bases de préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en euros arrondis au millier d'euros le plus proche. Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des instruments financiers évalués à leur juste valeur.

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes ultérieures affectées.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés. Elles ont été appliquées d'une manière uniforme à l'ensemble des entités du Groupe Exacompta Clairefontaine.

4- Consolidation des filiales

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère, Exacompta Clairefontaine, ainsi que ceux des entités contrôlées par la mère (« les filiales »).

Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu et jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les soldes de bilan, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intra-groupe sont éliminés lors de la consolidation.

Les gains latents découlant des transactions avec les entreprises associées sont éliminés à concurrence des parts d'intérêt du Groupe.

Les pertes latentes sont éliminées de la même manière, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

5- Monnaies étrangères

Les états financiers individuels de chacune des entités du Groupe sont présentés dans la monnaie de l'environnement économique dans lequel elle opère. Pour les besoins des états financiers consolidés, le résultat et la situation financière de chaque entité sont exprimés en Euros, qui est la monnaie fonctionnelle de la société Exacompta Clairefontaine et la monnaie de présentation des états financiers consolidés.

Les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis en euros en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés au résultat financier selon le cas en produits ou en charges.

Pour chaque entité individuelle exerçant son activité à l'étranger, les actifs et les passifs sont convertis en euros aux cours de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et charges sont convertis aux cours de change moyens de l'exercice, ce qui représente une approximation suffisante des cours aux dates de transaction, en l'absence de fluctuations significatives. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en écart de conversion, en tant que composante distincte des capitaux propres.

6- Regroupements d'entreprises

Les acquisitions de filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition conformément à IFRS 3 révisée. A la date d'acquisition correspondant à la date de prise de contrôle de l'entreprise, il est procédé à l'évaluation des actifs identifiables acquis et des passifs repris à leur juste valeur.

Le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises est comptabilisé en tant qu'actif, et évalué comme étant l'excédent $[a - b]$ entre :

- a) le total constitué de la contrepartie transférée, du montant de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et, dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue
- b) le solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris

Dans le cas d'un regroupement d'entreprises réalisé à des conditions avantageuses, l'acquéreur comptabilise le profit correspondant en résultat à la date d'acquisition.

Un regroupement d'entreprises impliquant des entités sous contrôle commun est un regroupement dans lequel la totalité des entités ou des activités se regroupant sont contrôlées in fine par la même partie, tant avant qu'après le regroupement d'entreprises, et ce contrôle n'est pas temporaire.

En l'absence de dispositions spécifiques dans les normes, le Groupe applique la méthode de la valeur comptable à l'ensemble des opérations impliquant les entités sous contrôle commun.

7- Immobilisations corporelles

Les terrains et constructions détenus par le Groupe sont destinés à être utilisés dans la production ou la fourniture de biens et services ou à des fins administratives.

Le Groupe ne détient pas de bien immobilier significatif entrant dans la catégorie des immeubles de placement. Les installations industrielles et autres équipements sont des actifs détenus dans le cadre des activités de production ou de fourniture de biens et services.

L'ensemble des immobilisations corporelles dont le Groupe est propriétaire est inscrit au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours de construction sont des actifs destinés à la production comptabilisés au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisation corporelle distincte.

Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Les contrats de location qui ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrats de location-financement.

Les actifs correspondants sont comptabilisés dans les immobilisations à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimums au titre de la location diminuée du cumul des amortissements et des pertes de valeur, en contrepartie d'une dette financière.

Les paiements minimaux au titre de ces contrats sont ventilés entre charge financière et amortissement de la dette. La charge financière est affectée à chaque période couverte par le contrat de location financement, de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde de la dette financière restant due au passif.

Ces actifs loués sont amortis sur leur durée d'utilité attendue, sur la même base que les actifs détenus.

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire et aucune valeur résiduelle n'est retenue. Il est déterminé en fonction de la durée d'utilité estimée pour chaque composant d'une immobilisation corporelle sur les bases suivantes et par an :

- Terrains	non amortis
- Constructions	25 à 40 ans
- Agencements et aménagements	10 à 20 ans
- Installations techniques et équipements	10 à 20 ans
- Autres matériels de bureau et informatique	3 à 10 ans

La durée d'utilité des principales immobilisations corporelles fait l'objet d'une revue lors de chaque arrêté. Le cas échéant, la modification de la durée d'utilité est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

8- Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les dépenses de développement sont comptabilisées en tant qu'immobilisation si les coûts peuvent être mesurés de façon fiable et si le Groupe peut démontrer la faisabilité technique et commerciale du produit ou du procédé, l'existence d'avantages économiques futurs probables et son intention ainsi que la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement et utiliser ou vendre l'actif.

Lorsque les principes pour la comptabilisation à l'actif de dépenses de développement ne sont pas satisfaits, elles sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

L'examen des coûts exposés a conduit le Groupe à ne pas activer de dépenses de développement.

Droits d'émission de gaz à effet de serre

Les filiales papetières du Groupe exercent une activité soumise à la réglementation de l'ordonnance n°2004-330 du 15 avril 2004 portant transposition en droit français, dans le code de l'environnement, de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil établissant un système d'échange de quotas de gaz à effet de serre, adoptée le 13 octobre 2003.

Un quota est une unité de compte représentative de l'émission d'une tonne de dioxyde de carbone faisant l'objet d'un titre émis par l'Etat, valable pour une durée spécifiée.

L'Etat alloue aux exploitants, pour chaque installation autorisée, un certain nombre de quotas. La quantité totale de dioxyde de carbone émise par chaque installation au cours d'une année civile est mesurée ou calculée et exprimée en tonnes de dioxyde de carbone.

L'exploitant est tenu de restituer chaque année à l'Etat un nombre de quotas égal au total de ses émissions au cours de l'année civile écoulée.

Les quotas alloués par l'Etat le sont à titre gratuit dans le cadre d'un plan national couvrant actuellement la période du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2012.

Les quotas sont des biens meubles exclusivement matérialisés par une inscription au compte de leur propriétaire dans le registre national français. Ils sont négociables, transmissibles par virement de compte à compte et confèrent des droits identiques à leurs détenteurs.

Bien que n'augmentant pas directement les avantages économiques futurs se rattachant à un actif existant, les quotas d'émission sont nécessaires pour que les filiales puissent obtenir les avantages économiques futurs de leurs autres actifs. Ils sont donc comptabilisés à l'actif en tant qu'immobilisation incorporelle.

L'obligation de restitution à l'Etat des émissions de gaz constatées au cours de la période donne lieu à la constatation d'un passif par la contrepartie d'une charge.

Les quotas d'émission de gaz à effet de serre sont comptabilisés à la valeur constatée sur le marché d'échange à la date de leur réception, majoré le cas échéant de la valeur des quotas acquis sur le marché.

Le passif correspondant aux quotas d'émission à restituer est évalué sur la base de la valeur d'entrée des quotas alloués, majoré le cas échéant de la valeur des quotas acquis sur le marché.

Dans le cas de quotas acquis et excédentaires à la clôture, un test de dépréciation est effectué consistant à comparer leur valeur comptable à la valeur sur le marché d'échange à la clôture de l'exercice.

Les quotas délivrés gratuitement par l'Etat ne sont pas soumis à dépréciation.

Goodwills

Les goodwills résultent de l'acquisition des filiales.

S'agissant des acquisitions d'entreprises antérieures au 1^{er} janvier 2003, le goodwill est maintenu à son coût présumé que représente le montant comptabilisé selon le référentiel comptable précédent.

Pour les acquisitions postérieures à cette date, le goodwill représente la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs nets diminués des passifs éventuels identifiables.

Suite à l'application de la norme IFRS 3 révisée – *Regroupements d'entreprises* à compter du 1^{er} janvier 2010, le goodwill est déterminé selon les principes exposés au paragraphe 6 ci-avant. Les goodwills antérieurement comptabilisés ne sont pas ajustés.

Le goodwill est évalué à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur.

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill est affecté à des unités génératrices de trésorerie faisant l'objet d'un test de dépréciation annuel, ainsi qu'à chaque arrêté s'il y a une indication que l'unité peut s'être dépréciée.

Les unités génératrices de trésorerie ont été déterminées au niveau des entités porteuses de goodwill. Ces unités génératrices de trésorerie sont largement indépendantes du Groupe consolidé, et leur taille est inférieure aux segments opérationnels tels que définis par la norme IFRS 8 *Secteurs opérationnels*.

Chaque année des tests de valeur sont réalisés sur l'ensemble des goodwills selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Les flux de trésorerie futurs sont déterminés sur une durée moyenne de 5 ans, ils sont actualisés au taux de 8 % et tiennent compte d'une valeur terminale.

Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à la valeur comptable de l'unité, la perte de valeur est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité génératrice de trésorerie puis aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité.

Une perte de valeur pour un goodwill comptabilisée au compte de résultat n'est pas reprise lors d'une période ultérieure.

Marques

Les marques sont inscrites en tant qu'actifs incorporels et comptabilisées à leur juste valeur déterminée à la date d'acquisition. En l'absence de limite prévisible à leur capacité de générer des flux nets de trésorerie, la durée d'utilité des marques exploitées par le Groupe est considérée comme indéfinie.

Elles ne sont pas amorties, mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel ainsi qu'à chaque arrêté s'il existe un indice de perte de valeur. La valeur recouvrable est déterminée sur la base des flux de trésorerie attendus actualisés au taux de 8 %.

Les dépenses portant sur des marques générées en interne sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles qui ont été acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût diminué des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée sur les bases suivantes et par an :

- | | |
|--|------------|
| - Brevets, licences et logiciels | 3 à 8 ans |
| - Autres immobilisations incorporelles | 5 à 10 ans |

9- Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles (hors goodwill et marques)

A chaque clôture, le Groupe passe en revue les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant qu'un actif a subi une perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer la perte de valeur éventuelle.

Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer le montant recouvrable d'un actif isolé, le Groupe détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable d'un actif correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est estimée suivant la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Si la valeur recouvrable est estimée comme étant inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur est immédiatement enregistrée dans les charges au compte de résultat.

Une perte de valeur comptabilisée pour un actif lors d'un exercice antérieur peut être reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable.

Cependant, cette valeur comptable augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat.

10- Actifs financiers

Les titres de participation non consolidés sont classés en actifs disponibles à la vente évalués en juste valeur, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres.

Si la juste valeur ne peut être estimée de façon fiable, les participations restent évaluées au coût d'acquisition. Dans le cas d'une dépréciation, la perte de valeur est enregistrée au compte de résultat.

Les créances rattachées aux participations et autres immobilisations financières sont évaluées en juste valeur lors de la comptabilisation initiale et au coût amorti lors des évaluations ultérieures.

11- Créances clients et autres créances

Les créances clients et autres créances sont classées dans la catégorie IAS 39 des prêts et créances. Elles sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale et au coût amorti lors des évaluations ultérieures. Des pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

12- Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible du coût et de leur valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Le coût comprend les coûts directs de matière première et les coûts directs de main d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables, encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. En général, le coût est calculé en utilisant la méthode du coût moyen pondéré.

13- Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds de caisse, les soldes bancaires ainsi que les placements à court terme dans des instruments du marché monétaire. Ces placements sont convertibles en un montant de trésorerie connu sous un délai maximal de mobilisation de un mois et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les valeurs mobilières de placement sont classées dans la catégorie des actifs disponibles à la vente.

Les découverts bancaires remboursables à vue et la part à court terme des comptes courants qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

14- Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition aux risques de taux d'intérêt résultant de ses activités opérationnelles, financières et d'investissement.

Le Groupe n'applique pas la comptabilité dérogatoire de couverture (couverture de flux de trésorerie et couverture de juste valeur). Les instruments financiers dérivés sont classés dans la catégorie des actifs et passifs financiers évalués en juste valeur par le résultat. Le profit ou la perte résultant des évaluations successives à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les swaps, cap et floor de taux d'intérêt sont comptabilisés à la juste valeur indiquée par les établissements financiers auprès desquels ils sont souscrits

15- Dettes portant intérêt

Tous les instruments financiers sont évalués initialement à leur juste valeur et au coût amorti lors des évaluations ultérieures.

Les coûts de transaction sont inclus dans l'évaluation initiale des instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le résultat. Les coûts de transaction sont les coûts marginaux directement imputables à l'acquisition ou à l'émission d'un instrument financier et n'incluent pas les coûts internes d'administration.

Tous les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

16- Avantages du personnel

Régimes à cotisations définies

Les paiements à un régime à cotisations définies sont comptabilisés en charges lorsqu'elles sont encourues.

Provisions pour indemnités de départ en retraite

L'obligation nette du Groupe au titre de régimes à prestations définies est évaluée séparément pour chaque régime en estimant le montant des avantages futurs acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période présente et des périodes antérieures.

Ce montant est actualisé pour déterminer sa valeur actuelle, et minoré de la juste valeur des actifs du régime. Le taux d'actualisation est déterminé par référence au taux de marché des OAT à la date de clôture fondé sur les obligations d'entreprises de première catégorie. Les calculs sont effectués selon la méthode des unités de crédit projetées. L'ensemble des écarts actuariels est comptabilisé immédiatement en charges de la période.

17- Provisions

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque l'opération a été approuvée par le Groupe et a fait l'objet d'une communication.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, et est actualisé lorsque l'effet est significatif.

18- Produits

Produits des activités ordinaires

Les ventes de produits et de services sont évaluées à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales et des taxes relatives aux ventes.

Les ventes de biens sont comptabilisées dans le compte de résultat lors de la livraison des biens et du transfert de la propriété à l'acheteur qui en supporte les risques et les avantages.

Les produits provenant des prestations de services sont comptabilisés dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation à la date de clôture, évalué par référence aux travaux effectués.

Subventions publiques

Les subventions publiques qui compensent des charges encourues par le Groupe sont comptabilisées de façon systématique en tant que produits dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle les charges ont été encourues.

Les subventions qui couvrent en totalité ou partiellement le coût d'un actif sont déduites de cet actif pour constituer son coût de revient.

La subvention est comptabilisée en produits sur la durée d'utilité de l'actif amortissable par l'intermédiaire d'une réduction de la charge d'amortissement.

19- Charges

Paiements au titre de contrats de location simple

Les paiements au titre d'un contrat de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire sur la durée du contrat.

Les avantages reçus ou à recevoir pour le locataire sont comptabilisés en résultat selon la même règle d'étalement sur la durée du contrat.

Résultat financier

Le résultat financier net comprend les intérêts à payer sur les emprunts et les passifs de trésorerie, les intérêts à recevoir sur les placements, les profits et pertes de change et les profits et pertes sur les instruments financiers qui sont comptabilisés dans le compte de résultat.

20- Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres, auquel cas il est également comptabilisé en capitaux propres.

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) n'est pas qualifiée d'impôt sur le résultat et n'entre pas dans le champ d'application de la norme IAS 12. Les contributions sont enregistrées en charge opérationnelle.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période et de tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes. Il est déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé :

- Le goodwill non déductible fiscalement ;
- La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable (sauf dans le cas d'un regroupement d'entreprises).

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits dans la mesure où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles, et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par une même autorité fiscale et que le Groupe a l'intention de les régler sur la base de leur montant net.

21- Gestion du risque financier

D'une façon générale, le Groupe Exacompta Clairefontaine écarte toute opération financière à caractère complexe. Il reste cependant exposé à certains risques liés à l'utilisation d'instruments financiers dans le cadre de ses activités.

La gestion du risque est assurée par les unités opérationnelles dans le respect de la politique définie au niveau de la Direction générale.

Risques de marché

L'exposition aux risques de marché consiste essentiellement au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

□ Risque de change

Le Groupe exerce ses activités à l'international mais se trouve peu exposé au risque de change en raison de l'implantation locale de ses principales filiales. Les risques liés aux transactions commerciales, libellées dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives des entités du Groupe, concernent principalement les achats de matières premières.

Pour gérer ce risque de change, le Groupe couvre environ 50% des transactions futures anticipées dans chaque devise importante sur les trois mois à venir par des contrats d'options.

Les variations de taux de change n'ont aucun impact significatif sur le compte de résultat ou les capitaux propres au 30 juin 2011.

□ Risque de taux d'intérêt

Le risque auquel le groupe est exposé provient des emprunts. Les emprunts initialement émis à taux variable exposent le Groupe au risque de variation des flux de trésorerie. Il adapte ses décisions de couverture de taux en fonction de l'évolution des taux d'intérêt et de ses encours de financement. A cette fin, des swaps de taux d'intérêt sont contractés.

Risque de liquidité

L'approche du Groupe pour gérer ce risque est de s'assurer qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs, lorsqu'ils arriveront à échéance, sans encourir de pertes inacceptables ni porter atteinte à sa réputation.

A cet effet, des financements à court terme (échéances de moins d'un an) sont mis en place pouvant être assurés par des billets de trésorerie ou des crédits spot rémunérés à taux fixe.

Le Groupe dispose par ailleurs d'une ligne de tirage, couvrant les échéances moyen et long terme.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

□ Créances clients et autres débiteurs

La concentration du risque de crédit n'est pas significative, il est réparti sur un grand nombre de clients. Le risque de défaillance par secteur d'activité et pays dans lequel les clients exercent leur activité est sans influence significative sur le risque de crédit.

Le Groupe a mis en place des outils de suivi des encours lui permettant de s'assurer que ses clients ont un historique de risque de crédit approprié. Les clients qui ne satisfont pas aux exigences en matière de solvabilité ne peuvent conclure des transactions avec le groupe que dans le cadre de paiements d'avance. Au surplus, le risque de crédit est limité par la souscription de contrats d'assurance-crédit.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs. Les pertes de valeur correspondent à des pertes spécifiques liées aux risques individualisés.

Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur comptabilisées.

□ Placements

Le Groupe limite son exposition au risque de crédit sur les placements, dépôts à court terme et autres instruments de trésorerie en souscrivant uniquement dans des titres liquides.

Les contreparties étant des banques de premier ordre, le Groupe ne s'attend pas à ce que certaines fassent défaut.

22- Information sectorielle

Basés sur l'organisation interne du Groupe, les segments opérationnels pour l'information financière sont définis par pôle de métier.

Les activités principales par pôle de métier sont les suivantes :

- Papier : production, finition et mise en format de papier
- Transformation : façonnage d'articles de papeterie, de bureau et de classement

Les opérations entre les différents pôles de métier sont réalisées à des conditions de marché.

Une information sectorielle par zone géographique est également présentée, ventilée pour le chiffre d'affaires par zone de commercialisation à la clientèle et pour les autres informations par zone d'implantation des sociétés consolidées.

Notes annexes aux comptes consolidés

1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Toutes les sociétés sont consolidées au 30 juin 2011 suivant la méthode de l'intégration globale (I.G.).

Nom	Adresse	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	N° de SIREN
EXACOMPTA CLAIREFONTAINE	88480 ETIVAL CLAIREFONTAINE			Société mère	505 780 296
A.B.L.	132, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	622 033 124
A.F.A.	132, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	582 090 452
L'AGENDA MODERNE	144, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	552 097 347
CARTOREL	358, Avenue de Paris 79025 NIORT	100	100	I.G.	025 770 470
CFR Ile Napoléon	RD 52 68490 OTTMARSHEIM	100	100	I.G.	439 721 697
CHÂTELLES TRANSFORMATION	Route des Châtelles 88110 RAON L'ETAPE	100	100	I.G.	492 300 561
PAPETERIES DE CLAIREFONTAINE	88480 ETIVAL CLAIREFONTAINE	100	100	I.G.	402 965 297
CLAIREFONTAINE RHODIA	RD 52 68490 OTTMARSHEIM	100	100	I.G.	339 956 781
CLAIRCELL	ZI – rue de Chartres 28160 BROU	100	100	I.G.	432 357 358
COGIR	10, rue Beauregard 37110 CHATEAU RENAULT	100	100	I.G.	885 783 159
REGISTRES LE DAUPHIN	27, rue Georges Sand 38500 VOIRON	100	100	I.G.	055 500 953
DECOPATCH	6, rue Henri Becquerel 69740 GENAS	100	100	I.G.	400 210 449
EVERBAL	2, Route d'Avaux 02190 EVERGNICOURT	100	100	I.G.	542 091 194
EXACOMPTA	138, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	702 047 564
FACIMPRIM	15, rue des Ecluses Saint Martin 75010 PARIS	100	100	I.G.	702 027 665
LALO	138, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	572 016 814

LAVIGNE	139-175, rue Jean Jacques Rousseau 92130 ISSY LES MOULINEAUX	100	100	I.G.	332 346 444
PAPETERIE DE MANDEURE	14, rue de la Papeterie 25350 MANDEURE	100	100	I.G.	339 310 807
MANUCLASS	ZI d'Etriché 49500 SEGRE	100	100	I.G.	318 110 665
PELLISSIER MI	ZI – rue de Chartres 28160 BROU	100	100	I.G.	490 846 763
EDITIONS QUO VADIS	14, rue du Nouveau Bêle 44470 CARQUEFOU	100	100	I.G.	054 807 748
IMPRIMERIE RAYNARD	6, rue de la Peltière – 35130 LA GUERCHE DE BRETAGNE	100	100	I.G.	659 200 786
ROLFAX	ZI route de Montdidier 60120 BRETEUIL	100	100	I.G.	432 030 088
PAPETERIES SILL	Rue du Moulin 62570 WIZERNES	100	100	I.G.	085 650 141
BRAUSE Produktion	D – 51149 KÖLN	100	100	I.G.	
EXACLAI R GmbH (Allemagne)	D – 51149 KÖLN	100	100	I.G.	
RODECO	D – 51149 KÖLN	100	100	I.G.	
MAKANE BOUSKOURA	Parc industriel de Bouskoura, lot n°4 20180 BOUSKOURA	100	100	I.G.	
CLAIR MAROC	Parc industriel de Bouskoura, lot n°4 20180 BOUSKOURA	100	100	I.G.	
PUBLIDAY MULTIDIA	Parc industriel de Bouskoura, lot n°4 20180 BOUSKOURA	100	100	I.G.	
ERNST STADELMANN	Bahnhofstrasse 8 A – 4070 EFERDING	99	99	I.G.	
EXACLAI R (Espagne)	E – 08110 MONTCADA Y REIXAC	100	100	I.G.	
EXACLAI R (Belgique)	249, Boulevard de l'Humanité B – 1620 DROGENBOS	100	100	I.G.	
EXACLAI R IRELAND	9, Cedar Drive – Millfarm DUNBOYNE	100	100	I.G.	
EXACLAI R Inc (Etats-Unis)	143 west, 29th street USA – NEW YORK	100	100	I.G.	
EXACLAI R POLSKA	Ul lesnà 23 – Kotowice PL – 55-011 SIECHNICE	100	100	I.G.	
EXACLAI R Ltd (Grande Bretagne)	Oldmedows Road KING'S LYNN, Norfolk PE30 4LW	100	100	I.G.	
QUO VADIS International Ltd	1055, rue Begin – Ville Saint Laurent QUEBEC H4R 1V8	100	100	I.G.	
QUO VADIS Italia Srl	19 via Roberto Lepetit I – 20124 MILANO	100	100	I.G.	
QUO VADIS Japon Co Ltd	Sangenjaya Combox 4F 1-32-3 Kamjuma Setagaya-Ku, TOKYO	100	100	I.G.	

QUO VADIS Polonia Spzoo	Ul Oeniadeckich 18 60-773 POZNAN	100	100	I.G.	
QUO VADIS Editions Inc	120, Elmview Avenue HAMBURG, NY 14075-3770	100	100	I.G.	
CLAIREFONTAINE RHODIA Ltd	Crest House, 7 Highfield Road Edgbaston, BIRMINGHAM	100	100	I.G.	
SCHUT	Kabeljauw 2 NL - 6866 HEELSUM	100	100	I.G.	

Mouvements affectant le périmètre de consolidation	
Entrées – acquisitions	Sorties
<ul style="list-style-type: none"> Néant 	<ul style="list-style-type: none"> KERLUDE – Transmission universelle de patrimoine 30 juin MAILDOR PRODUCTION – Transmission universelle de patrimoine 30 juin INTERVAL EDITIONS – Cession 31 mai

Les effets des mouvements de périmètre sont détaillés dans les informations sur le bilan et le compte de résultat ci-après.

2. INFORMATIONS SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDES

2.1 Actifs non courants

2.1.1 Immobilisations incorporelles

Droits d'émission de gaz à effet de serre

Les quotas d'émission de gaz à effet de serre sont comptabilisés à la valeur constatée sur le marché d'échange à la date de leur réception.

Le montant net des droits d'émission de gaz à effet de serre inscrit à l'actif s'élève à 1 980 K€ au 30 juin 2011.

Marques

Dans le poste « concessions, brevets, licences » figurent des marques pour un montant global de 8 880 K€

Une perte de valeur de 75 K€ a été enregistrée dans les comptes du 1^{er} semestre 2011 en application des règles et méthodes décrites au paragraphe 8 de la Présentation des états financiers consolidés.

Goodwills

Les principaux goodwills enregistrés concernent 6 filiales au 30 juin 2011.

Aucune perte de valeur n'a été enregistrée dans les comptes du 1^{er} semestre 2011 en application des règles et méthodes décrites au paragraphe 8 de la Présentation des états financiers consolidés.

L'information sectorielle présente la répartition des goodwills par secteurs d'activités et géographiques.

2.1.2 Immobilisations corporelles

La durée d'utilité des principales immobilisations corporelles a fait l'objet d'une revue dans le Groupe. Aucune modification de durée d'utilité conduisant à un changement significatif d'estimation comptable n'a été identifiée sur la période.

Contrats de location financement agrégés dans les tableaux correspondants

en K€	30/06/2011	31/12/2010
<i>Immobilisations corporelles</i>	16 559	16 559
Terrains	53	53
Constructions	5 661	5 661
Installations techniques, mat et outillages industriels	10 845	10 845
<i>Amortissements</i>	12 817	12 378
Cumulés à l'ouverture	12 378	11 565
Dotations de la période	439	813
<i>Emprunts</i>	74	124

2.1.3 Actifs financiers

Les titres de participation non consolidés ainsi que les autres titres immobilisés sont valorisés au coût d'acquisition à défaut de juste valeur fiable. Leur évaluation tient compte de leur valeur d'utilité et de leur actif net comptable.

Les créances rattachées aux participations et les autres immobilisations financières sont évaluées au coût amorti. La juste valeur est égale à la valeur comptable.

2.1.4 Immobilisations incorporelles

Au 30 juin 2011, en K€	Goodwills	Concessions, brevets, licences et droits similaires	Autres	Total
Valeur brute à l'ouverture	17 141	22 750	1 947	41 838
Acquisitions		2 163	405	2 568
Cessions	-115	-34		-149
Variations de périmètre		-15	-128	-143
Ecart de conversion		-8	-24	-32
Transferts et autres mouvements	-3 115	-1 073	-125	-4 313
Valeur brute à la clôture	13 911	23 783	2 075	39 769
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	5 463	10 578	1 306	17 347
Cessions		-34		-34
Variations de périmètre		-9	-47	-56
Amortissements		516	102	618
Dépréciations				
Reprises				
Ecart de conversion		-5	-22	-27
Transferts et autres mouvements	-3 115	-27	27	-3 115
Amortissements et dépréciations à la clôture	2 348	11 019	1 366	14 733
Valeur nette comptable à l'ouverture	11 678	12 172	641	24 491
Valeur nette comptable à la clôture	11 563	12 764	709	25 036

Au 31 décembre 2010, en K€	Goodwills	Concessions, brevets, licences et droits similaires	Autres	Total
Valeur brute à l'ouverture	17 041	21 665	1 677	40 383
Acquisitions	100	2 597	385	3 082
Cessions		-171	-12	-183
Variations de périmètre				
Ecart de conversion		13	29	42
Transferts et autres mouvements		-1 354	-132	-1 486
Valeur brute à la clôture	17 141	22 750	1 947	41 838
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	4 663	9 412	1 078	15 153
Cessions		-135	-12	-147
Variations de périmètre				
Amortissements		1 212	226	1 438
Dépréciations	800			800
Reprises			-10	-10
Ecart de conversion		11	24	35
Transferts et autres mouvements		78		78
Amortissements et dépréciations à la clôture	5 463	10 578	1 306	17 347
Valeur nette comptable à l'ouverture	12 378	12 253	599	25 230
Valeur nette comptable à la clôture	11 678	12 172	641	24 491

2.1.5 Immobilisations corporelles

Au 30 juin 2011, en K€	Terrains et constructions	Installations techniques et machines	Autres immos corporelles	Acomptes et immos en cours	Total
Valeur brute à l'ouverture	126 175	357 345	28 238	8 785	520 543
Acquisitions	532	2 777	694	6 934	10 937
Cessions	-13	-1 574	-415		-2 002
Variations de périmètre			-26		-26
Ecarts de conversion	-364	-547	-85		-996
Transferts et autres mouvements	561	3 642	83	-4 475	-189
Valeur brute à la clôture	126 891	361 643	28 489	11 244	528 267
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	63 870	223 519	22 529	0	309 918
Cessions		-1 301	-248		-1 549
Variations de périmètre			-13		-13
Amortissements	2 095	8 643	966		11 704
Dépréciations					
Reprises		-180	-31		-211
Ecarts de conversion	-127	-471	-76		-674
Transferts et autres mouvements	-1	-191			-192
Amortissements et dépréciations à la clôture	65 837	230 019	23 127	0	318 983
Valeur nette comptable à l'ouverture	62 305	133 826	5 709	8 785	210 625
Valeur nette comptable à la clôture	61 054	131 624	5 362	11 244	209 284

Au 31 décembre 2010, en K€	Terrains et constructions	Installations techniques et machines	Autres immos corporelles	Acomptes et immos en cours	Total
Valeur brute à l'ouverture	126 282	345 282	27 856	7 960	507 380
Acquisitions	1 507	10 327	1 317	15 841	28 992
Cessions	-4 106	-8 457	-1 377		-13 940
Variations de périmètre					
Ecarts de conversion	300	434	112		846
Transferts et autres mouvements	2 192	9 759	330	-15 016	-2 735
Valeur brute à la clôture	126 175	357 345	28 238	8 785	520 543
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	62 716	216 166	21 770	14	300 666
Cessions	-2 991	-7 585	-1 324		-11 900
Variations de périmètre					
Amortissements	4 067	17 280	2 098		23 445
Dépréciations					
Reprises		-516	-88	-14	-618
Ecarts de conversion	97	363	95		555
Transferts et autres mouvements	-19	-2 189	-22		-2 230
Amortissements et dépréciations à la clôture	63 870	223 519	22 529	0	309 918
Valeur nette comptable à l'ouverture	63 566	129 116	6 086	7 946	206 714
Valeur nette comptable à la clôture	62 305	133 826	5 709	8 785	210 625

2.1.6 Actifs financiers

Au 30 juin 2010, en K€	Participations non consolidées	Créances rattachées aux participations	Prêts	Autres créances	Total
Valeur brute à l'ouverture	1 847	0	1 276	1 629	4 752
Acquisitions			17	569	586
Cessions	-50				-50
Variations de périmètre			-9	-3	-12
Ecarts de conversion				-14	-14
Transferts et autres mouvements			-428	-262	-690
Valeur brute à la clôture	1 797	0	856	1 919	4 572
Dépréciations à l'ouverture	938	0	383	30	1 351
Acquisitions / cessions					
Variations de périmètre					
Dépréciations					
Reprises	-50		-377		-427
Ecarts de conversion					
Transferts et autres mouvements					
Dépréciations à la clôture	888	0	6	30	924
Valeur nette comptable à l'ouverture	909	0	893	1 599	3 401
Valeur nette comptable à la clôture	909	0	850	1 889	3 648

Au 31 décembre 2010, en K€	Participations non consolidées	Créances rattachées aux participations	Prêts	Autres créances	Total
Valeur brute à l'ouverture	1 368	417	1 254	1 559	4 598
Acquisitions	899		212	935	2 046
Cessions	-420			-7	-427
Variations de périmètre					
Ecarts de conversion				32	32
Transferts et autres mouvements		-417	-190	-890	-1 497
Valeur brute à la clôture	1 847	0	1 276	1 629	4 752
Dépréciations à l'ouverture	1 358	417	383	3	2 161
Acquisitions / cessions					
Variations de périmètre					
Dépréciations				27	27
Reprises	-420	-417			-837
Ecarts de conversion					
Transferts et autres mouvements					
Dépréciations à la clôture	938	0	383	30	1 351
Valeur nette comptable à l'ouverture	10	0	871	1 556	2 437
Valeur nette comptable à la clôture	909	0	893	1 599	3 401

Les autres créances sont principalement composées de dépôts et cautionnements qui s'élèvent à 1 338 K€ au 30 juin 2011 contre 1 285 K€ au 31 décembre 2010.

2.1.7 Tableau des échéances des autres actifs financiers

Au 30 juin 2011, en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Prêts	125	140	591	856
Autres immobilisations financières	1 313	10	596	1 919
Immobilisations et créances financières	1 438	150	1 187	2 775

Au 31 décembre 2010, en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Prêts	499	221	556	1 276
Autres immobilisations financières	1 224	80	325	1 629
Immobilisations et créances financières	1 723	301	881	2 905

2.2 Actifs courants

2.2.1 Stocks par nature

Au 30 juin 2011, en K€	Matières premières	En-cours	Produits intermédiaires et finis	Total
Valeur brute à l'ouverture	56 972	16 232	97 403	170 607
Variation	9 560	992	23 453	34 005
Valeur brute à la clôture	66 532	17 224	120 856	204 612
Dépréciations à l'ouverture	4 562	610	7 192	12 364
Dotations	2 761	411	3 098	6 270
Reprises	-3 131	-460	-3 751	-7 342
Ecart de conversion et autres mouvements	-4		-50	-54
Dépréciations à la clôture	4 188	561	6 489	11 238
Valeur nette comptable à l'ouverture	52 410	15 622	90 211	158 243
Valeur nette comptable à la clôture	62 344	16 663	114 367	193 374

Au 31 décembre 2010, en K€	Matières premières	En-cours	Produits intermédiaires et finis	Total
Valeur brute à l'ouverture	49 269	13 022	89 682	151 973
Variation	7 703	3 210	7 721	18 634
Valeur brute à la clôture	56 972	16 232	97 403	170 607
Dépréciations à l'ouverture	4 203	692	8 581	13 476
Dotations	4 207	579	6 782	11 568
Reprises	-3 851	-649	-8 197	-12 697
Ecart de conversion et autres mouvements	3	-12	26	17
Dépréciations à la clôture	4 562	610	7 192	12 364
Valeur nette comptable à l'ouverture	45 066	12 330	81 101	138 497
Valeur nette comptable à la clôture	52 410	15 622	90 211	158 243

2.2.2 Dépréciation des autres actifs courants

en K€	Dépréciations à l'ouverture	Dotations	Reprises	Autres variations	Dépréciations à la clôture
Créances clients	3 680	482	-719	-204	3 239
Autres créances	1 007		-748		259
Total	4 687	482	-1 467	-204	3 498

Tableau des échéances des créances clients et autres créances

en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Clients et comptes rattachés	141 922	512		142 434
Créances fiscales et sociales	8 923			8 923
Comptes courants débiteurs		174		174
Débiteurs divers	2 481			2 481
Charges constatées d'avance	3 158			3 158
Actifs courants	156 484	686		157 170

Dépréciation	-3 498
Créances clients et autres créances au bilan	153 672

2.2.3 Valeurs mobilières de placement

La valeur au bilan des valeurs mobilières de placement, soit 21 018 K€ correspond à la valeur de marché au 30 juin 2011. La juste valeur est égale à la valeur comptable.

2.3 **Capitaux propres**

Le capital de la société mère est composé de 1 131 480 actions de 4 Euros, soit 4 525 920 € sans variation sur l'exercice. Un droit de vote double est attribué à chaque action entièrement libérée pour laquelle est justifiée une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

Aucune politique particulière de gestion du capital n'est mise en œuvre par le Groupe.

Les ETABLISSEMENTS CHARLES NUSSE détiennent 80,46 % du capital.

2.4 Impôts différés

Les principaux retraitements source d'imposition différée concernent les provisions réglementées, les crédits baux, les subventions publiques, les marques, les profits internes sur stocks et des provisions.

La variation des impôts différés au bilan s'élève à 209 K€(augmentation de l'impôt différé passif net). La variation de l'impôt différé enregistrée au compte de résultat s'élève à 185 K€ (charge d'impôt différé).

La preuve d'impôt est présentée au paragraphe 2.10.

Tableau de variation des impôts différés

en K€	A la clôture	A l'ouverture	Variation
Impôts différés actifs	345	393	-48
Impôts différés passifs	28 973	28 812	161
Impôt différé net	28 628	28 419	209

2.5 Provisions

Les provisions se répartissent de la manière suivante :

en K€	Provisions à l'ouverture	Dotations	Reprises	Provisions non utilisées	Autres variations	Provisions à la clôture
Provisions pour pensions et obligations similaires	14 828	692	-398	-297	-48	14 777
Autres provisions non courantes	161	15	-35			141
Provisions non courantes	14 989	707	-433	-297	-48	14 918
Provisions pour risques	3 131	500	-891	-30		2 710
Autres provisions pour charges	793	32	-372	-13	-129	311
Provisions courantes	3 924	532	-1 263	-43	-129	3 021

Les provisions pour pensions et obligations similaires comprennent essentiellement les indemnités de départ en retraite et sont calculées à chaque clôture.

Elles sont évaluées, charges sociales incluses, avec les principaux paramètres suivants :

- probabilité de prise de retraite dans l'entreprise, turnover, mortalité
- évolution des salaires
- actualisation du montant obtenu au taux de 3,46 %

Les montants versés à des organismes d'assurance sont déduits de la provision.

Variation nette de la provision pour pensions et obligations similaires

en K€	30/06/2011
Engagement à l'ouverture	14 828
Coût des services rendus	516
Coût financier	326
Gains et pertes actuariels	-893
→ Dont variations actuarielles	-507
→ Dont nouvelles entrées	17
→ Dont sorties de l'exercice	-403
Engagement à la clôture	14 777

L'engagement comptabilisé couvre les obligations au titre du régime applicable aux sociétés françaises pour 11 646 K€ et des régimes applicables aux sociétés étrangères pour 3 131 K€

2.6 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Tableau du risque de liquidité

en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Emprunts auprès des Ets de Crédit		44 093		44 093
Dettes financières diverses	86	608	187	881
Dettes financières locations-financements	74			74
Concours bancaires	37 650			37 650
Sous total	37 810	44 701	187	82 698
Comptes courants créditeurs	500		15 500	16 000
Intérêts courus	26			26
Total	38 336	44 701	15 687	98 724
<i>Intérêts estimés jusqu'à l'échéance</i>				2 459

- Dont dettes courantes 38 336 K€
- Dont dettes non courantes 60 388 K€

Les dettes financières souscrites auprès des établissements de crédit au 30 juin 2011 sont intégralement libellées en euros et portent intérêt selon des taux variables. Toutes les opérations de financement tant à court terme qu'à moyen et long terme sont indexées sur l'Euribor de la durée de financement augmenté d'une marge comprise entre 0,25 % et 0,45%. La juste valeur des dettes financières est égale à la valeur comptable.

2.7 Programmes d'émissions & instruments financiers

Billets de trésorerie et crédits spot

Le financement des besoins court terme est couvert par des billets de trésorerie émis par Exacompta Clairefontaine et des crédits spot. Ils sont rémunérés à un taux fixe déterminé au moment de l'émission ou de la souscription et ont une durée maximale de 365 jours.

Le montant enregistré dans le poste « Partie à court terme des dettes portant intérêt » s'élève à 32 000 K€ à la clôture pour un plafond d'encours autorisé de 125 000 K€

Ligne de tirage

Elle est négociée auprès de plusieurs banques pour un montant maximal de 145 000 K€ et couvre des échéances d'une durée maximale de 4 ans. Cette ligne de tirage a été utilisée à hauteur de 44 000 K€ à la clôture, montant enregistré dans le poste « Dettes portant intérêt ».

Les financements à long terme peuvent faire l'objet d'emprunts négociés.

Instruments financiers

Le groupe utilise des produits dérivés principalement à des fins de couverture contre les risques de taux. Quant aux opérations relatives à la couverture contre les risques de change, elles sont non significatives.

La juste valeur des instruments financiers est fournie par les établissements financiers auprès desquels ils sont souscrits.

La variation de juste valeur comptabilisée dans les produits s'élève à 405 K€

Risques de taux d'intérêts

Afin de se protéger contre les variations de taux d'intérêts, le groupe a mis en place des couvertures sous forme de contrats d'échange de taux, de SWAP, de CAP, de FLOOR.

Les types d'instruments qui peuvent être utilisés, ainsi que les niveaux de risques maximaux encourus sont déterminés par la direction générale. Le risque est contrôlé quotidiennement.

Une variation des taux d'intérêt de 1 point (100 points de base bancaire) aurait un impact de 568 K€ sur le résultat au 30 juin 2011.

Portefeuille d'instruments financiers

Maturité résiduelle en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Swaps de taux	4 902	15 279	720	20 901
Achats de Cap	63			63
Ventes de Floor	31			31
Total	4 996	15 279	720	20 995

2.8 Autres dettes courantes

en K€	30/06/2011	31/12/2010
Avances et acomptes reçus	553	382
Dettes fiscales et sociales	38 105	33 530
Fournisseurs d'immobilisations	1 517	2 759
Dettes diverses	12 894	10 553
Produits constatés d'avance	1 427	114
Instruments financiers dérivés	707	1 112
Total	55 203	48 450

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur indiquée par les établissements financiers auprès desquels ils sont souscrits.

2.9 Engagements hors bilan

➤ Quotas d'émission de gaz à effet de serre

Le montant des engagements reçus sont évalués par référence à la valeur constatée sur le marché d'échange.

Les engagements sur la durée résiduelle du plan d'allocation correspondent au cumul des allocations annuelles restant à obtenir valorisées au cours constaté sur le marché d'échange en fin de période. Le groupe n'attend pas de déficit global sur l'ensemble du plan.

Les quotas à restituer sont évalués conformément aux principes décrits dans la note 8 de présentation des états financiers consolidés.

en K€	30/06/2011	31/12/2010
<i>Droits d'émission de gaz à effet de serre</i>		
➤ Engagements donnés – restitution	700	1 195
➤ Engagements reçus – solde des allocations de la période	1 281	20
➤ Engagements reçus – allocations annuelles à obtenir	1 772	3 642

➤ Cautions et garanties

Exacompta Clairefontaine est caution solidaire au bénéfice de la société Exeltium pour toutes les obligations de paiement au titre des achats de blocs d'énergie électrique souscrits par Papeteries de Clairefontaine.

2.10 Impôt sur les bénéfices – Preuve d’impôt

en K€	30/06/2011	30/06/2010
Résultat de l'ensemble consolidé hors dépréciation des goodwill	520	2 022
Dépréciation des goodwill		500
Impôts sur les bénéfices	645	1 390
Impôts différés	185	266
Base fiscale consolidée	1 350	4 178
Taux d'impôt en vigueur Sté mère	33.33 %	33.33 %
Charge d'impôt théorique	450	1 393
Résultats déficitaires des sociétés fiscalement non intégrées		
Actifs d'impôts non retenus sur les sociétés étrangères	532	340
Différences de taux d'imposition	-30	184
Décalage d'imposition	-1 388	-242
Débets et crédits d'impôt	1 449	
Autres impacts	-183	-19
Charge d'impôt effective	830	1 656

Impôts sur les bénéfices	645	1 390
Impôts différés	185	266
Charge d'impôt dans les comptes consolidés à la clôture	830	1 656

2.11 Effectif du groupe et avantages au personnel

Effectif moyen	30/06/2011	30/06/2010
Cadres	443	450
Employés	804	786
Ouvriers et autres salariés	2 057	2 076
Total	3 304	3 312

Charges comptabilisées au titre des régimes à cotisations définies (en K€)	21 556	20 578
--	--------	--------

2.12 Produits et charges financiers

en K€	30/06/2011	30/06/2010
Participations & produits des autres immos financières	14	-5
Revenus des autres créances et VMP	241	156
Autres produits financiers	116	75
Instruments financiers	405	
Reprises sur provisions et dépréciations	1 177	863
Différences de change	1 005	1 900
Produits nets sur cession de VMP	32	16
Total des produits financiers	2 990	3 005
Dotation aux provisions et dépréciations	2	6
Intérêts et charges financiers	1 578	644
Frais financiers sur locations-financements	1	4
Différences de change	1 663	760
Autres charges financières	330	443
Instruments financiers		175
Charges nettes sur cession de VMP		
Total des charges financières	3 574	2 032

2.13 Parties liées

- Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le groupe avec les Etablissements Charles Nusse.

en K€	30/06/2011	31/12/2010
<u>Bilan</u>		
Dettes portant intérêts : compte courant	15 500	20 000
Partie à court terme des dettes portant intérêt	500	700
<u>Compte de résultat</u>		
Charges financières	114	189
Redevances	547	1 194
Locations	2 394	3 313

Les sociétés du Groupe bénéficient de l'animation effectuée par les Etablissements Charles Nusse et versent une redevance égale à 0,6 % de la valeur ajoutée de l'exercice précédent.

➤ Rémunération des organes d'administration et de direction :

Le montant global des rémunérations directes et indirectes de toutes natures perçues par l'ensemble des dirigeants du Groupe s'élève à 821 K€ au 1^{er} semestre 2011.

Il n'y a pas d'autres avantages alloués aux dirigeants du Groupe en dehors des engagements de retraite calculés selon les règles applicables à l'ensemble des salariés.

Les rémunérations allouées aux membres du Conseil d'administration au titre des jetons de présence s'élèvent à 60 K€ en 2011, dans le cadre de la décision de l'Assemblée générale des actionnaires du 26 mai 2011.

3. INFORMATION SECTORIELLE

➤ Information sectorielle par activité – 30/06/2011

en K€	Papier	Transformation	Opérations inter-secteurs	Total
-------	--------	----------------	---------------------------	-------

Compte de résultat sectoriel

Chiffre d'affaires	143 992	189 226	-62 240	270 978
Amortissements nets des reprises	5 888	6 223		12 111
Dépréciations et provisions	64	-2 171		-2 107
Résultat opérationnel (hors goodwills)	2 540	-257	-349	1 934
Dépréciation des goodwills				-

Actifs sectoriels

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	114 790	107 967		222 757
<i>Dont investissements</i>	5 196	8 310		13 506
Goodwills		11 563		11 563
Créances client	49 221	123 002	-33 028	139 195
Autres actifs affectés	69 980	142 094	-2 750	209 324
<i>Actifs non affectés</i>				1 515
Total des actifs	233 991	384 626	-35 778	584 354

Passifs sectoriels

Provisions	531	2 490		3 021
Autres passifs affectés	48 551	101 292	-33 631	116 212
<i>Passifs non affectés</i>				-
Total des passifs	49 082	103 782	-33 631	119 233

➤ Information sectorielle par zone géographique – 30/06/2011

en K€	France	Zone Europe	Hors Europe	Total
-------	--------	-------------	-------------	-------

Chiffre d'affaires	175 083	80 834	15 061	270 978
--------------------	---------	--------	--------	---------

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	209 589	8 039	5 129	222 757
<i>Dont investissements</i>	11 824	826	856	13 506
Goodwills	11 563			11 563
Créances client	121 891	13 981	3 323	139 195
Autres actifs affectés	191 799	9 952	7 573	209 324
<i>Actifs non affectés</i>				1 515
Total des actifs	534 842	31 972	16 025	584 354

➤ Information sectorielle par activité – 30/06/2010

en K€	Papier	Transformation	Opérations inter-secteurs	Total
-------	--------	----------------	---------------------------	-------

Compte de résultat sectoriel

Chiffre d'affaires	137 376	180 503	-55 835	262 044
Amortissements nets des reprises	5 642	6 378		12 020
Dépréciations et provisions	325	-1 126		-801
Résultat opérationnel (hors goodwills)	6 158	-2 889	-64	3 205
Dépréciation des goodwills		500		500

Actifs sectoriels

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	117 487	106 253		223 740
<i>Dont investissements</i>	13 756	4 010		17 766
Goodwills		11 878		11 878
Créances client	48 653	123 694	-32 379	139 968
Autres actifs affectés	50 896	129 359	-2 028	178 227
<i>Actifs non affectés</i>				1 790
Total des actifs	217 036	371 184	-34 407	555 603

Passifs sectoriels

Provisions	641	1 627		2 268
Autres passifs affectés	49 533	98 530	-32 611	115 452
<i>Passifs non affectés</i>				-
Total des passifs	50 174	100 157	-32 611	117 720

➤ Information sectorielle par zone géographique – 30/06/2010

en K€	France	Zone Europe	Hors Europe	Total
-------	--------	-------------	-------------	-------

Chiffre d'affaires	170 843	76 951	14 250	262 044
--------------------	---------	--------	--------	---------

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	210 140	8 767	4 833	223 740
<i>Dont investissements</i>	16 462	669	635	17 766
Goodwills	11 578	300		11 878
Créances client	122 581	14 033	3 354	139 968
Autres actifs affectés	160 469	10 958	6 800	178 227
<i>Actifs non affectés</i>				1 790
Total des actifs	504 768	34 058	14 987	555 603

Exacompta Clairefontaine S.A.

Attestation du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Jean-Olivier ROUSSAT
Directeur Général Délégué

Exacompta Clairefontaine S.A.

Rapport des Commissaires aux Comptes
sur l'information financière semestrielle

SEREC AUDIT
21, rue Leriche
75015 PARIS

BATT AUDIT
25, rue du Bois de Champelle
54500 VANDŒUVRE-LES-NANCY

EXACOMPTA CLAIREFONTAINE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE
AU 30 JUIN 2011

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société **EXACOMPTA CLAIREFONTAINE**, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Paris, le 02 septembre 2011

Les Commissaires aux Comptes

SEREC AUDIT

BATT AUDIT

Benoît GRENIER

Pascal FRANCOIS